



Groupe de travail « Gestion Prévisionnelle des Effectifs, de l'Emploi et des Compétences » du 12 décembre 2023

COMPTE-RENDU

Paris, le 12 décembre 2023

L'UNSA était représentée par Emilie Cerisier, Jérôme Chaur et Martine Harnichard.

Le Ministère a déclenché cette réunion car il souhaite prévoir les effectifs et compétences souhaitables pour notre ministère à l'échéance 2028. Cela permettra de mieux orienter les politiques RH en matière de recrutement, formation et parcours professionnel et de répondre à deux problématiques : celle de la mise en œuvre des politiques publiques par rapport à la pyramide des âges et celle de l'attractivité.

L'administration souhaite établir un cadrage pour définir la gestion des emplois et des compétences.

Le ministère prévoit un inventaire des effectifs et compétences du MASA en 2023, ainsi qu'une projection des effectifs et compétences en 2028, en fonction de l'orientation des politiques publiques. Pour ce faire, une mission CGAAER est en cours pour établir une cartographie des compétences existantes (rapport prévu en mars-avril 2024).

D'autres GT seront prévus pour aborder le sujet par thématiques.

La mission est partie de RenoiRH pour constater les entrées-sorties (données connues à 2020) et a projeté les tendances entrées-sorties sur les mouvements attendus sur les 5 prochaines années.

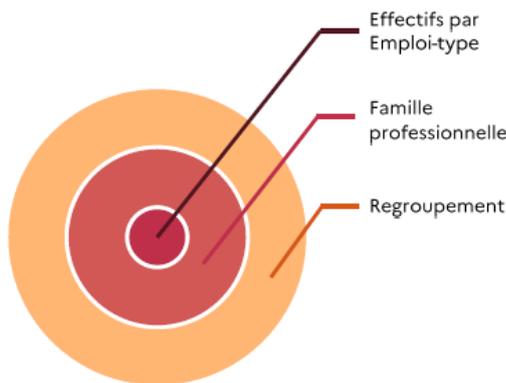
La difficulté a été de vérifier que les différentes familles ont été bien remplies sur RenoiRH pour obtenir une cartographie de l'existant la plus fiable possible.



Voici les familles professionnelles qui feront l'objet de l'étude et qui regroupent l'ensemble des emplois-type du MASA :



Regroupement en familles professionnelles



Base répertoire des métiers ministériels – 12/2020

Elaboration et pilotage	1- Elaboration et pilotage des politiques publiques
Fonctions d'appui	2- Statistique, étude, audit, évaluation, prospective 3- Contrôle 4- Action européenne et internationale 15- Qualité
Education et formation	5- Education et formation tout au long de la vie
Enseignement supérieur et Recherche	6- Enseignement supérieur, recherche
Agriculture	7- Economie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides 8- Aide au développement des territoires ruraux 9- Adaptation des pratiques agricoles et transformation des systèmes de production
Forêt-Bois	10- Forêt-bois
Santé, protection des végétaux et des animaux	12- Santé et protection des végétaux 13- Elevage, santé et protection des animaux 14- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation 16- Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement
Fonctions support	17- Administration générale 18- Ressources humaines 19- Gestion financière, budgétaire et comptable 20- Affaires juridiques 21- Numérique et systèmes d'informations et communication

D'ici 2028, certains secteurs vont perdre des effectifs si rien n'est mis en œuvre par rapport aux évolutions constatées sur les années antérieures (agriculture, forêt-bois, élaboration et pilotage, ou fonctions d'appui).

Deux métiers sont retenus en priorité : abattoirs et famille forêt-bois.

Le plan d'action qui découlera des écarts rencontrés entre l'état des lieux 2023 et les prospections 2028 pourra permettre de calibrer les places aux concours ou de diversifier les recrutements, de faire évoluer les formations initiales ou de proposer des parcours professionnels pour l'acquisition de nouvelles compétences, d'identifier les métiers émergents ou ceux en décroissance.

De nouvelles technologies sont observées pour étudier comment elles pourront aider certains métiers, comment ne pas perdre en compétences humaines et comment acquérir des compétences sur ces nouvelles technologies. L'Intelligence Artificielle est une de ces nouvelles technologies observées. Mais à ce jour rien n'est planifié, ni intégré dans la réflexion GPEEC actuelle.

L'administration souhaite aussi mettre en place des correspondants GPEEC dans les directions métiers (DGPE, DGAL, SG, DGER etc..). L'administration présentera la mise en œuvre lors d'un prochain GT.

L'UNSA a interrogé l'administration sur la volonté de mise en œuvre du plan d'action, des études et préconisations qui découleront de ces travaux GPEEC. L'UNSA est prudente car les questions budgétaires et choix politiques viennent contrecarrer les mesures prévues.

L'administration répond qu'elle est dans la démarche de travaux au fil de l'eau et pas seulement remettre un rapport de centaines de pages qui va rester sans action.

La démarche GPEEC du MASA présente une volonté de concertation et de prévision GPEEC constructive et prudente.

L'UNSA est favorable à cette démarche qui permet de mettre en évidence les emplois en tension, les compétences rares, mais elle s'inquiète de voir mises en avant également les compétences qui pourraient être déléguées (prévu aussi dans le diagnostic).

L'UNSA est aussi réaliste sur la vitesse de mise en œuvre des réformes, celles qui pourraient venir d'ici 2028 notamment (rappelons que le ministre a déjà annoncé une nouvelle loi Fonction Publique dont le contenu est encore flou). Elle souhaite un arrêt de ces réformes afin de pouvoir mener à bien ce projet de GPEEC.